

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité d'Hébertville | 93020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain Lemay, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité d'Hébertville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 décembre 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la municipalité d'Hébertville

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la municipalité d'Hébertville (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la municipalité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages ou S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Éric Gagnon, CPA Auditeur, permis de comptabilité publique no A128909
Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Municipalité d'Hébertville, le 2 décembre 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	4 543 297	4 669 970	4 418 875
Compensations tenant lieu de taxes	2	203 160	223 813	224 343
Quotes-parts	3			
Transferts	4	7 963 448	4 661 783	3 014 682
Services rendus	5	917 550	1 241 574	948 581
Imposition de droits	6	210 900	626 871	274 618
Amendes et pénalités	7	10 000	16 521	14 867
Revenus de placements de portefeuille	8		1 439	
Autres revenus d'intérêts	9	52 500	154 338	81 207
Autres revenus	10		102 856	196 475
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	13 900 855	11 699 165	9 173 648
Charges				
Administration générale	14	688 330	836 996	745 834
Sécurité publique	15	463 045	537 384	516 489
Transport	16	1 253 590	1 930 932	1 550 908
Hygiène du milieu	17	802 915	937 069	977 678
Santé et bien-être	18	20 000	7 347	75 430
Aménagement, urbanisme et développement	19	371 680	355 737	283 368
Loisirs et culture	20	1 783 875	2 267 168	2 193 571
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	261 840	470 680	275 971
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 645 275	7 343 313	6 619 249
Excédent (déficit) de l'exercice	25	8 255 580	4 355 852	2 554 399
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		18 887 494	16 191 926
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		(141 169)	
Solde redressé	28		18 746 325	16 191 926
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		23 102 177	18 746 325

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 358 482	2 533 754
Débiteurs (note 5)	2	10 406 083	6 491 461
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	31 683	
	8	11 796 248	9 025 215
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 581 486	5 276 477
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 880 105	2 049 607
Revenus reportés (note 11)	12	1 572 115	566 484
Dette à long terme (note 12)	13	9 373 464	5 051 015
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	16 407 170	12 943 583
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 610 922)	(3 918 368)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	27 288 897	22 323 431
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	176 053	146 495
Stocks de fournitures	20	89 399	63 009
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	158 750	131 758
	23	27 713 099	22 664 693
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	23 102 177	18 746 325
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	23 102 177	18 746 325
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	23 102 177	18 746 325
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 255 580	4 355 852	2 554 399
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 171 722)(	3 923 477)
Produit de cession	3		62 752	9 685
Amortissement	4		1 148 061	958 288
(Gain) perte sur cession	5		(36 240)	(147)
Réduction de valeur / Reclassement	6		31 683	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 965 466)	(2 955 651)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(29 558)	
Variation des stocks de fournitures	10		(26 390)	(10 924)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(26 992)	(31 129)
	13		(82 940)	(42 053)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			(2 343)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	8 255 580	(692 554)	(445 648)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(3 777 199)	(3 472 720)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		(141 169)	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(3 918 368)	(3 472 720)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(4 610 922)	(3 918 368)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 355 852	2 554 399
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 148 061	958 288
Autres			
▪ Perte (gain) sur disposition	3.1	(36 240)	(147)
▪ Variation de pourcentage Régie	3.2		(2 343)
	4	5 467 673	3 510 197
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 914 622)	(1 889 567)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(616 473)	150 210
Revenus reportés	8	1 005 631	(63 569)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(29 558)	
Stocks de fournitures	11	(26 390)	(10 924)
Autres actifs non financiers	12	(26 992)	(31 129)
	13	1 859 269	1 665 218
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(5 724 751)	3 427 512)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	62 752	9 685
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 661 999)	(3 417 827)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 856 000	1 946 900
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 466 375)	476 678)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(1 694 991)	1 104 280
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(67 176)	(32 337)
Autres			
▪	28.1		
	29	2 627 458	2 542 165
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(1 175 272)	789 556
Solde déjà établi	31	2 533 754	1 744 198
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 533 754	1 744 198
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 358 482	2 533 754

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité d'Hébertville (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation proportionnelle ligne par ligne %
Régie intermunicipale de sécurité incendie - secteur sud	18,49 (18,28 en 2022)
Régie intermunicipale du parc industriel - secteur sud	30 (18 en 2022)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, ainsi que les placements, dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

*Immobilisations corporelles*Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 20 %
Bâtiments	2,5 % à 10 %
Véhicules	3,33 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 20 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Autres	6,67 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La municipalité n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état consolidé de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la municipalité avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la municipalité au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 358 482	2 533 754
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 358 482	2 533 754
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 358 482	2 533 754
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	878 360	1 373 175
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	913 400	349 300

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux surplus affectés, aux revenus reportés de carrières et sablières, aux fonds réservés, aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 404 339 \$ (256 405 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 49 441 \$ (49 825 \$ en 2022).

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	626 952	531 318
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 271 441	5 600 769
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	186 867	154 983
Organismes municipaux	13		14 454
Autres			
▪ Droits, locations, mutations	14.1	320 823	189 937
	15	10 406 083	6 491 461
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 290 345	793 138
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	4 290 345	793 138
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	16 805	53 511
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 445 592	2 920 431
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	5 637 690	2 236 348
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	188 159	443 990
	27	9 271 441	5 600 769

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,48 % (1,67 % à 4,48 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en 2042.

6. Prêts

	2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
	35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	31 683
Autres	39	
	40	31 683

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 5 467 011 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel, soit 7,2 %, au taux préférentiel plus 0,50 %, soit 7,7 % (taux variant du taux préférentiel soit 6,45 %, au taux préférentiel plus 0,25 %, soit 6,70 % et au taux préférentiel plus 0,50 %, soit 6,95 %, au 31 décembre 2022), et renouvelables annuellement. Ces emprunts temporaires sont utilisés pour les opérations courantes et d'investissement de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	508 309	1 113 291
Salaires et avantages sociaux	42	266 542	207 577
Dépôts et retenues de garantie	43	985 545	612 432
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Organismes municipaux	45.1	16 500	59 110
▪ Intérêts courus	45.2	103 209	57 197
	46	1 880 105	2 049 607

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	35 975	29 154
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Société habitation du Québec et PARIT	52.1	1 319 964	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	27 170	400 061
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Billets de saison et autres	60.1	189 006	137 269
	61	1 572 115	566 484

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,65	5,05	2024	2028	62	9 476 661	5 087 036
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	9 476 661	5 087 036
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(103 197)	(36 021)
					72	9 373 464	5 051 015

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		729 626			729 626
2025	74		669 037			669 037
2026	75		1 662 698			1 662 698
2027	76		1 931 300			1 931 300
2028	77		4 484 000			4 484 000
2029 et plus	78					
	79		9 476 661			9 476 661
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		9 476 661			9 476 661

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	38 566
Régimes de retraite des élus municipaux	89	2 450
	90	41 016
		44 089

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La municipalité devra assumer les coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, pour lesquels aucun passif n'est constaté aux états financiers puisque, à la date des états financiers, il n'était pas prévu que des avantages économiques futurs soient abandonnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	4 087 750	737 968	(101 536)	4 927 254
Eaux usées	103	3 792 907		(65 944)	3 858 851
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	11 143 490	4 301 662	(26 142)	15 471 294
Autres					
▪ Autres infrastructures	105.1	7 453 734	21 640		7 475 374
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	5 864 852	21 591		5 886 443
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 225 908	114 532	69 585	1 270 855
Ameublement et équipement de bureau	110	285 340	56 172	(55 622)	397 134
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 019 760	139 771	363 603	795 928
Terrains	112	868 458			868 458
Autres	113	124 185			124 185
	114	35 866 384	5 393 336	183 944	41 075 776
Immobilisations en cours	115	251 942	778 386	249 245	781 083
	116	36 118 326	6 171 722	433 189	41 856 859
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	1 984 011	109 389		2 093 400
Eaux usées	118	1 978 562	95 647		2 074 209
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	3 391 072	453 422		3 844 494
Autres					
▪	120.1	3 188 120	212 744		3 400 864
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	1 330 769	142 369		1 473 138
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	647 593	84 147	42 056	689 684
Ameublement et équipement de bureau	125	232 413	23 060		255 473
Machinerie, outillage et équipement divers	126	918 171	27 283	332 938	612 516
Autres	127	124 184			124 184
	128	13 794 895	1 148 061	374 994	14 567 962
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	22 323 431			27 288 897
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

Au cours de l'exercice, la ville a acquis des infrastructures, dont un montant de 446 971 \$ (495 965 \$ au 31 décembre 2022) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	102 157	102 157
Immeubles industriels municipaux	134	73 896	44 338
Autres	135	31 683	
	136	207 736	146 495
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	31 683	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	176 053	146 495

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	144.1	143 750	131 758
Autres			
▪ Dépôt sur acquisition d'immobilisations corporelles	145.1	15 000	
	146	158 750	131 758

Note**19. Obligations contractuelles***Office municipal d'habitation de la municipalité*

L'Office municipal d'habitation d'Hébertville, la municipalité d'Hébertville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

De plus, la municipalité accorde une participation financière représentant 10 % du coût relié au supplément au loyer pour 20 % à 50 % des unités de logement, et ce, pour une période minimale de 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Crédit de taxes à un organisme sans but lucratif

La municipalité a adopté un règlement instaurant un programme d'aide financière complémentaire au programme Accès logis de la Société d'Habitation du Québec. En vertu de ce programme, la municipalité s'est engagée à accorder un crédit de taxes foncières et de services à un organisme sans but lucratif, et ce, pour une période de 35 ans, échéant en 2045. Le montant de crédit accordé en 2023 est de l'ordre de 33 771 \$.

Contrats à long terme

La société s'est engagée, d'après des contrats de service à long terme pour le balayage et le nettoyage des rues, à verser une somme de 23 937 \$. Le contrat échoit en 2025.

Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices s'élèvent à 11 677 \$ en 2024 et à 11 260 \$ en 2025.

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 445 518 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 48 542 \$ en 2024, de 45 052 \$ en 2025, de 41 460 \$ en 2026, de 37 761 \$ en 2027 et de 272 703 \$ en 2028 et les années suivantes.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪ Gestion Récréotouristique du Mont Lac-Vert	147.1	49 500	
	148	49 500	
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151	49 500	

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Lac-St-Jean-Est. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 375 977\$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Autres

Régie intermunicipale du Parc industriel - Secteur Sud

Les points autres de la Régie intermunicipale du parc industriel - Secteur Sud auxquels la municipalité participe à 30 % sont les suivants :

Au cours de l'exercice 2017, la Régie a obtenu une lettre du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques suite à une demande de certificat d'autorisation pour le développement du parc industriel Sud dans une tourbière. Selon cette communication, dans le cas où le projet serait effectué, une compensation pour la perte de milieux humides ou hybrides serait exigible avant la délivrance de l'autorisation par le ministère. Selon la direction de la Régie, cette compensation devrait représenter des montants importants et pourrait amener l'abandon du projet. De l'avis de la direction, les impacts financiers en lien avec cette nouvelle loi ainsi que les orientations que pourraient prendre les membres du conseil de la Régie sur la continuité du parc industriel Sud est impossible à évaluer. Conséquemment, aucune dévaluation des propriétés destinées à la revente ne figure aux états financiers.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la comptabilisation d'un revenu d'investissement. Au cours de l'exercice 2022, le revenu de transfert a été constaté alors que certaines dépenses liées à la subvention ont été jugées inadmissibles par le cédant. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, une diminution des revenus de transfert et de l'excédent de l'exercice de 141 169 \$. De plus, cette modification a entraîné, au 31 décembre 2022, une diminution des débiteurs de 141 169 \$, une augmentation de la dette nette de 141 169 \$ et une diminution de l'excédent accumulé du même montant.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

25. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 166 959 \$ (163 939 \$ au 31 décembre 2022), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 16 805 \$ (53 511 \$ au 31 décembre 2022).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1% au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 888 105 \$	-	-	-
Emprunts temporaires	3 581 486 \$	-	-	-
Dettes à long terme	1 103 768 \$	2 999 457 \$	7 036 658 \$	-
Autres passifs financiers				
Total	6 573 359 \$	2 999 457 \$	7 036 658 \$	- \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Événements postérieurs à la date du bilan

Après la fin d'exercice, le délai de prescription pour terminer les travaux liés à la construction d'un bâtiment est venu à échéance. De ce fait, les retenues de garantie afférentes à ce projet ne sont plus exigibles au moment où le délai est échu. Le montant des retenues de garanties qui sont comptabilisées au 31 décembre 2023 en lien avec ce projet est de 608 189 \$.

Les retenues de garanties mentionnées précédemment faisaient l'objet d'un revenu de transfert. Suite à l'échéance du délai de prescription, le revenu de transfert octroyé à la municipalité sera diminué d'un montant de 496 165 \$.

Également, après la fin d'exercice, la municipalité a conclu des conventions d'emphytéose qui octroient le droit d'exploitation pour des terrains et des bâtiments pour l'opération d'un camping et d'un centre de ski à titre gratuit. Ces engagements échoient en janvier 2057.

Finalement, la municipalité a cédé certains actifs servant à l'exploitation du camping et du centre de ski pour des montants de 18 450 \$ et de 292 501 \$. La valeur comptable nette de ces actifs est présentée à titre d'autres actifs financiers au 31 décembre 2023.

Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 700 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Budget 2023		Réalizations 2023		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 418 875	4 543 297	4 669 970			4 669 970
Compensations tenant lieu de taxes	2	224 343	203 160	223 813			223 813
Quotes-parts	3					247 412	
Transferts	4	287 522	350 015	266 685		4 246	270 931
Services rendus	5	939 347	917 550	1 231 897		9 677	1 241 574
Imposition de droits	6	274 618	210 900	226 871			226 871
Amendes et pénalités	7	14 867	10 000	16 521			16 521
Revenus de placements de portefeuille	8					1 439	1 439
Autres revenus d'intérêts	9	80 938	52 500	154 306		32	154 338
Autres revenus	10	192 333		98 289		4 567	102 856
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 432 843	6 287 422	6 888 352		267 373	6 908 313
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 726 406	7 613 433	4 390 852			4 390 852
Imposition de droits	16			400 000			400 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 726 406	7 613 433	4 790 852			4 790 852
	22	9 159 249	13 900 855	11 679 204		267 373	11 699 165
Charges							
Administration générale	23	723 754	688 330	823 663	18 888	75 979	836 996
Sécurité publique	24	449 869	463 045	466 081	69 664	162 475	537 384
Transport	25	1 168 720	1 253 590	1 404 370	524 376	2 186	1 930 932
Hygiène du milieu	26	755 804	802 915	695 681	241 228	160	937 069
Santé et bien-être	27	75 430	20 000	7 347			7 347
Aménagement, urbanisme et développement	28	280 751	371 680	356 522	3 293	964	355 737
Loisirs et culture	29	1 939 899	1 783 875	1 999 059	268 109		2 267 168
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	272 995	261 840	468 139		2 541	470 680
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	941 173		1 125 558	(1 125 558)		
	34	6 608 395	5 645 275	7 346 420		244 305	7 343 313
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 550 854	8 255 580	4 332 784		23 068	4 355 852

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Budget 2023	Réalizations 2023		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 550 854	8 255 580	4 332 784	23 068	4 355 852
Moins : revenus d'investissement	2	(2 726 406)	(7 613 433)	(4 790 852)	()	(4 790 852)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(175 552)	642 147	(458 068)	23 068	(435 000)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	941 173		1 125 558	22 503	1 148 061
Produit de cession	5			62 752		62 752
(Gain) perte sur cession	6			(36 240)		(36 240)
Réduction de valeur / Reclassement	7			31 683		31 683
	8	941 173		1 183 753	22 503	1 206 256
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10			(31 683)		(31 683)
	11			(31 683)		(31 683)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	91 180		(35 637)		(35 637)
Remboursement de la dette à long terme	17	(278 489)	(256 000)	(358 407)	(14 575)	(372 982)
	18	(187 309)	(256 000)	(394 044)	(14 575)	(408 619)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(169 972)	(248 489)	(163 274)	(44 146)	(165 412)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	128 025	62 874	79 038	64 577	143 615
Excédent de fonctionnement affecté	21	16 159		12 919	6 300	19 219
Réserves financières et fonds réservés	22	(73 682)	(200 532)	(65 750)	(1 431)	(67 181)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(99 470)	(386 147)	(137 067)	25 300	(69 759)
	26	654 394	(642 147)	620 959	33 228	696 195
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	478 842		162 891	56 296	261 195

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 726 406	4 790 852	4 790 852
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	265 085)(	43 824)(	43 824)
Sécurité publique	3 (	47 659)(	17 068)(	93 671)(
Transport	4 (	2 688 892)(	4 417 055)(	4 417 055)
Hygiène du milieu	5 (	245 320)(	883 325)(	883 325)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	65 239)(	102 558)(	102 558)
Loisirs et culture	8 (	596 058)(	614 221)(	614 221)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	3 908 253)(	6 078 051)(	93 671)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	)	)	29 558)(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	676 830	2 092 579	2 092 579
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	169 972	163 274	44 146
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	299 310	656 403	656 403
Excédent de fonctionnement affecté	17	8 812	123 352	123 352
Réserves financières et fonds réservés	18	80 669	301 996	5 484
	19	558 763	1 245 025	49 630
	20	(2 672 660)	(2 740 447)	(73 599)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	53 746	2 050 405	(73 599)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 462 067	1 304 749	53 733	1 358 482
Débiteurs (note 5)	2	6 477 007	10 381 375	24 708	10 406 083
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7		31 683		31 683
	8	8 939 074	11 717 807	78 441	11 796 248
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	5 276 477	3 488 715	92 771	3 581 486
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 034 659	1 874 432	5 673	1 880 105
Revenus reportés (note 11)	12	563 784	1 567 615	4 500	1 572 115
Dettes à long terme (note 12)	13	4 954 279	9 291 303	82 161	9 373 464
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	12 829 199	16 222 065	185 105	16 407 170
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 890 125)	(4 504 258)	(106 664)	(4 610 922)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	22 120 409	27 014 707	274 190	27 288 897
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	102 157	102 158	73 895	176 053
Stocks de fournitures	20	63 009	89 399		89 399
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	126 126	152 354	6 396	158 750
	23	22 411 701	27 358 618	354 481	27 713 099
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 212 422	457 047	55 491	554 546
Excédent de fonctionnement affecté	25	328 536	378 830		378 830
Réserves financières et fonds réservés	26	644 578	472 360		472 360
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(718 677 ) (	( 646 515 ) (	( ) (	( 646 515)
Financement des investissements en cours	28	(2 155 377)	(172 740)	(73 599)	(288 347)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	19 210 094	22 365 378	265 925	22 631 303
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	18 521 576	22 854 360	247 817	23 102 177
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 404 692	1 404 987	1 466 943	1 193 578
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	332 237	257 629	263 139	256 678
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 583 528	3 071 560	3 143 380	3 270 447
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	236 340	363 293	365 834	60 360
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				28 652
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	25 500	104 846	104 846	186 959
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	801 360	750 068	582 390	430 770
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	232 150	259 188	259 188	236 384
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 125 558	1 148 302	958 288
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1	29 468	9 291	9 291	(2 867)
	22	5 645 275	7 346 420	7 343 313	6 619 249

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	554 546	1 278 715
Excédent de fonctionnement affecté	2	378 830	332 316
Réserves financières et fonds réservés	3	472 360	648 630
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	646 515)(	718 677)
Financement des investissements en cours	5	(288 347)	(2 155 377)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 631 303	19 360 718
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	23 102 177	18 746 325
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	457 047	1 212 422
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	97 499	66 293
	11	554 546	1 278 715
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Audit technique	12.1		389
▪ Revenus de hockey et loisirs	12.2	18 585	18 585
▪ Travaux TECQ	12.3	3 481	3 481
▪ Turbocristal	12.4		7 405
▪ Autres	12.5	356 764	298 676
	13	378 830	328 536
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIPISS	14.1		3 780
	15		3 780
	16	378 830	332 316

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	294 741
Organismes contrôlés et partenariats	22	4 052
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	157 619
Organismes contrôlés et partenariats	26	93 591
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	20 000
Autres		
▪	30.1	
	31	472 360
	32	648 630
	472 360	648 630

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres	43 ()(
▪	44.1 ()(
	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪ Autres financements	57 ()(
	646 515)	718 677)
	57 (	646 515)
	646 515)	718 677)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	646 515)
	646 515)	718 677)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (288 347)(	2 155 377)
	67 (288 347)	(2 155 377)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 27 288 897	22 323 431
Propriétés destinées à la revente	69 207 736	146 495
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 27 496 633	22 469 926
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 27 496 633	22 469 926
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (9 373 464)(	5 051 015)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (103 197)(	36 021)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 4 017 487	507 228
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 593 844	557 200
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	913 400
	81 (4 865 330)(	3 109 208)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (4 865 330)(	3 109 208)
	84 22 631 303	19 360 718

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à ses employés un REER collectif. La part de l'employeur est de 6 % des salaires bruts. Le coût de ce régime de retraite est imputé aux charges au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés. Les cotisations ne concernent que les services courants.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	41 639
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	38 566
		41 639

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans les cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice tel qu'établi par règlement du gouvernement.

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Cotisations des élus au RREM	118	727	727
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	2 450	2 450
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	2 450	2 450
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 842 877	3 842 877	3 606 993
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			9 698
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 842 877	3 842 877	3 616 691
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	281 344	281 344	278 997
Égout	13	157 034	157 034	157 222
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	331 010	331 010	312 249
Autres				
Autres	16.1	43 582	43 582	40 364
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 123	14 123	13 352
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	827 093	827 093	802 184
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	827 093	827 093	802 184
	27	4 669 970	4 669 970	4 418 875

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	52 809	52 809	52 809
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	34 289	34 289	44 038
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	133 723	133 723	125 428
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	220 821	220 821	222 275
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 992	2 992	2 068
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	2 992	2 992	2 068
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	223 813	223 813	224 343

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49		4 246	754
Sécurité civile	50			
Autres	51			9 206
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	187 599	187 599	189 088
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	10 021	10 021	11 281
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64	5 362	5 362	5 929
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	22 623	22 623	39 443
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	225 605	229 851	255 701

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	86			205 765	
Sécurité publique					
Police	87				
Sécurité incendie	88			5 801	
Sécurité civile	89				
Autres	90				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	91	3 276 706	3 276 706	1 996 537	
Enlèvement de la neige	92				
Autres	93				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	94				
Transport adapté	95				
Transport scolaire	96				
Autres	97				
Transport aérien	98				
Transport par eau	99				
Autres	100				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101				
Réseau de distribution de l'eau potable	102	737 968	737 968	234 622	
Traitement des eaux usées	103			10 698	
Réseaux d'égout	104				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	105				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	106				
Tri et conditionnement	107				
Autres	108				
Autres	109				
Cours d'eau	110				
Protection de l'environnement	111				
Autres	112				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	376 178	376 178	272 983
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	4 390 852	4 390 852	2 726 406

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	41 080	41 080	32 575
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	41 080	41 080	32 575
TOTAL DES TRANSFERTS	136	4 657 537	4 661 783	3 014 682

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142			
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Grefe et application de la loi	179				
Évaluation	180				
Autres	181	1 682	1 682	1 682	1 275
	182	1 682	1 682	1 682	1 275
Sécurité publique					
Police	183				
Sécurité incendie	184			9 677	9 234
Sécurité civile	185				
Autres	186				
	187			9 677	9 234
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	188				
Enlèvement de la neige	189				
Autres	190	3 500	3 500	3 500	1 458
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	191				
Transport adapté	192				
Transport scolaire	193				
Autres	194				
Autres	195				
	196	3 500	3 500	3 500	1 458
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197				
Réseau de distribution de l'eau potable	198	3 165	3 165	3 165	3 800
Traitement des eaux usées	199				
Réseaux d'égout	200				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	201				
Matières recyclables	202				
Autres	203				
Cours d'eau	204				
Protection de l'environnement	205				
Autres	206				
	207	3 165	3 165	3 165	3 800

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210				
	211				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212				
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214				
Autres	215	5 000	5 000	15 470	
	216	5 000	5 000	15 470	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217	1 218 550	1 218 550	917 344	
Activités culturelles					
Bibliothèques	218				
Autres	219				
	220	1 218 550	1 218 550	917 344	
Réseau d'électricité	221				
	222	1 231 897	1 241 574	948 581	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 231 897	1 241 574	948 581	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	17 860	17 860	12 739
Droits de mutation immobilière	225	69 062	69 062	97 283
Droits sur les carrières et sablières	226	539 949	539 949	164 596
Autres	227			
	228	626 871	626 871	274 618
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	16 521	16 521	14 867
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230		1 439	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	154 306	154 338	81 207
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	36 240	36 240	147
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	13 141	13 141	92 406
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238	2 500	7 067	4 142
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	46 408	46 408	99 780
	242	98 289	102 856	196 475
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	137 309		137 309	139 557	142 071
Greffe et application de la loi	2	100 359		100 359	100 359	98 166
Gestion financière et administrative	3	503 883	18 888	522 771	447 394	413 267
Évaluation	4	62 179		62 179	62 179	58 842
Gestion du personnel	5	19 933		19 933	19 933	33 488
Autres						
▪ Règlement retrait Ville d'Alma Régi	6.1				67 574	
	7	823 663	18 888	842 551	836 996	745 834
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	238 435		238 435	238 435	227 555
Sécurité incendie	9	201 986	69 664	271 650	273 289	259 960
Sécurité civile	10	9 766		9 766	9 766	13 920
Autres	11	15 894		15 894	15 894	15 054
	12	466 081	69 664	535 745	537 384	516 489
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	831 423	520 600	1 352 023	1 354 209	999 048
Enlèvement de la neige	14	473 239	3 536	476 775	476 775	479 920
Éclairage des rues	15	49 330	240	49 570	49 570	41 748
Circulation et stationnement	16	50 378		50 378	50 378	30 192
Transport collectif						
Transport en commun	17					
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	1 404 370	524 376	1 928 746	1 930 932	1 550 908

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	47 322	39 883	87 205	78 342
Réseau de distribution de l'eau potable	23	117 224	69 874	187 098	165 755
Traitement des eaux usées	24	98 390	95 647	194 037	198 186
Réseaux d'égout	25	41 229	35 824	77 053	157 604
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	95 760		95 760	84 791
Élimination	27	36 976		36 976	49 737
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	15 627		15 627	10 921
Tri et conditionnement	29	16 396		16 396	16 644
Matières organiques					
Collecte et transport	30				
Traitement	31				
Matériaux secs	32	55 173		55 173	45 891
Autres	33	35 273		35 273	29 340
Plan de gestion	34	255		255	2 131
Autres	35	109 736		109 736	107 866
Cours d'eau	36	24 104		24 104	14 858
Protection de l'environnement	37	2 216		2 216	15 612
Autres	38				
	39	695 681	241 228	936 909	977 678
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	7 347		7 347	49 628
Sécurité du revenu	41				
Autres	42				25 802
	43	7 347		7 347	75 430

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2023		Total	Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2023	2022	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	159 044	3 293	162 337	162 337	131 114
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46	1 340		1 340	1 340	664
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	49 777		49 777	45 699	35 898
Tourisme	48	32 363		32 363	32 363	45 473
Autres	49					
Autres	50	113 998		113 998	113 998	70 219
	51	356 522	3 293	359 815	355 737	283 368
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	87 934	26 975	114 909	114 909	78 688
Patinoires intérieures et extérieures	53	26 237		26 237	26 237	30 817
Piscines, plages et ports de plaisance	54	115 394	14 961	130 355	130 355	125 954
Parcs et terrains de jeux	55	221 246	9 452	230 698	230 698	228 038
Parcs régionaux	56	76 295		76 295	76 295	77 197
Expositions et foires	57					
Autres	58	1 412 653	216 721	1 629 374	1 629 374	1 620 697
	59	1 939 759	268 109	2 207 868	2 207 868	2 161 391
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61	59 300		59 300	59 300	32 180
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64					
	65	59 300		59 300	59 300	32 180
	66	1 999 059	268 109	2 267 168	2 267 168	2 193 571

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	342 963		342 963	345 504	89 012
Autres frais	69	20 330		20 330	20 330	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71	104 846		104 846	104 846	186 959
	72	468 139		468 139	470 680	275 971
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 125 558 (	1 125 558)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	737 968	737 968	245 321
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 427 305	4 439 754	2 663 715
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			196 406
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	21 640	21 640	161 963
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	21 591	21 591	317 667
Édifices communautaires et récréatifs	14	32 441	32 441	101 358
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	109 048	114 532	90 168
Ameublement et équipement de bureau	18	56 172	56 172	15 943
Machinerie, outillage et équipement divers	19	72 353	148 091	65 697
Terrains	20			65 239
Autres	21	599 533	599 533	
	22	6 078 051	6 171 722	3 923 477

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	737 968	737 968	245 321
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	4 448 945	4 461 394	3 022 084
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	891 138	972 360	656 072
	12	6 078 051	6 171 722	3 923 477

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	93 591	67 768	3 740	157 619
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 486 217	2 084 873	1 269 535	5 301 555
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 579 808	2 152 641	1 273 275	5 459 174
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	793 138	3 690 307	193 100	4 290 345
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	793 138	3 690 307	193 100	4 290 345
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	(285 910)	13 052		(272 858)
	15	507 228	3 703 359	193 100	4 017 487
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	507 228	3 703 359	193 100	4 017 487
	19	5 087 036	5 856 000	1 466 375	9 476 661
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 087 036	5 856 000	1 466 375	9 476 661

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	9 394 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	246 339
Activités de fonctionnement à financer	3	52 726
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	157 619
Débiteurs	8	4 290 345
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 245 601
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	82 161
Endettement net à long terme	14	5 327 762
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	375 977
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	5 703 739
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 703 739
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1			
	Évaluation	2	62 179	62 179	58 842
	Autres	3	17 152	17 152	
Sécurité publique					
	Police	4			
	Sécurité incendie	5	160 838		
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8	71 920	71 920	13 731
	Transport collectif	9			
	Autres	10	2 377	2 377	
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11			
	Matières résiduelles	12	353 420	353 420	326 583
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Logement social	16	7 346	7 346	
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	14 255	14 255	13 341
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	49 777	42 937	18 273
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	10 804	10 804	
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	750 068	582 390	430 770

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 078 051	3 908 253
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 078 051	3 908 253

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	5 944,00	336 302	53 363	389 665
Professionnels	2						
Cols blancs	3	4,00	35,00	7 728,00	246 648	57 699	304 347
Cols bleus	4	10,00	40,00	21 364,00	739 761	139 268	879 029
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	17,00		35 036,00	1 322 711	250 330	1 573 041
Élus	9	7,00			82 276	7 299	89 575
	10	24,00			1 404 987	257 629	1 662 616

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		737 968			737 968
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	227 358	3 657 885	16 184	18 142	3 919 569
	7	227 358	4 395 853	16 184	18 142	4 657 537

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	110 934	
	4	110 934	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	97 551	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	97 551	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	145 795	45 541
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	145 795	45 541
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	10 926	85 901
Réseau de distribution de l'eau potable	17		24 233
Traitement des eaux usées	18		1 061
Réseaux d'égout	19		24 608
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	10 926	135 803
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		5 095
	30		5 095
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		1 927
Rénovation urbaine	32		3 717
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		5 644
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	102 933	80 912
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	102 933	80 912
Réseau d'électricité			
	40		
	41	468 139	272 995

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marc Richard	1.1 Maire	15 064	7 532	8 069	3 636
Caroline Gagnon	1.2 Conseiller	6 631	3 316		
Myriam Gaudreault	1.3 Conseiller	6 631	3 316		
Éliane Champigny	1.4 Conseiller	6 631	3 316	637	
Tony Côté	1.5 Conseiller	6 631	3 316	124	62
Dave Simard	1.6 Conseiller	6 631	3 316		
Régis Lemay	1.7 Conseiller	6 631	3 316		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 700 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ 167 057 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ 28 204 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 182 347 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	121 832 \$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été		
	Systèmes de sécurité	46	49 607 \$
	Chaussées pavées - entretien préventif	47	\$
	Chaussées pavées - entretien palliatif	48	61 200 \$
	Chaussées en gravier - entretien préventif	49	\$
	Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	\$
	Systèmes de drainage	51	10 924 \$
	Abords de routes	52	112 687 \$
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	234 418 \$

b) Dépenses d'investissement

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	\$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	\$

c) Total des frais encourus admissibles

56 356 250 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 8129-2024b) Date d'adoption de la résolution 58 2024-09-23

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 6267-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-17
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 115
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 50
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-12-02

Nom du signataire : Sylvain Lemay

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2024-12-03

Date et heure de la dernière modification : 2024-12-03 11:34

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	6 432 843	6 287 422	6 888 352	267 373	6 908 313
Investissement	2	2 726 406	7 613 433	4 790 852		4 790 852
	3	9 159 249	13 900 855	11 679 204	267 373	11 699 165
Charges	4	6 608 395	5 645 275	7 346 420	244 305	7 343 313
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 550 854	8 255 580	4 332 784	23 068	4 355 852
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 726 406)(	7 613 433)(	4 790 852)(	)	4 790 852)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(175 552)	642 147	(458 068)	23 068	(435 000)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	941 173		1 125 558	22 503	1 148 061
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	91 180		(35 637)		(35 637)
Remboursement de la dette à long terme	10 (	278 489)(	256 000)(	358 407)(	14 575)(	372 982)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	169 972)(	248 489)(	163 274)(	44 146)(	165 412)
Excédent (déficit) accumulé	12	70 502	(137 658)	26 207	69 446	95 653
Autres éléments de conciliation	13			26 512		26 512
	14	654 394	(642 147)	620 959	33 228	696 195
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	478 842		162 891	56 296	261 195

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 462 067	1 304 749	1 358 482
Débiteurs	2	6 477 007	10 381 375	10 406 083
Placements de portefeuille	3			
Autres	4		31 683	31 683
	5	8 939 074	11 717 807	11 796 248
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	4 954 279	9 291 303	9 373 464
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	7 874 920	6 930 762	7 033 706
	10	12 829 199	16 222 065	16 407 170
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(3 890 125)	(4 504 258)	(4 610 922)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	22 120 409	27 014 707	27 288 897
Autres	13	291 292	343 911	424 202
	14	22 411 701	27 358 618	27 713 099
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 212 422	457 047	554 546
Excédent de fonctionnement affecté	16	328 536	378 830	378 830
Réserves financières et fonds réservés	17	644 578	472 360	472 360
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	718 677)(	646 515)(	646 515)(
Financement des investissements en cours	19	(2 155 377)	(172 740)	(288 347)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	19 210 094	22 365 378	22 631 303
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	18 521 576	22 854 360	23 102 177

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Audit technique	1.1	389
▪ Revenus de hockey et loisirs	1.2	18 585
▪ Travaux TECQ	1.3	3 481
▪ Turbocristal	1.4	7 405
▪ Autres	1.5	298 676
	2	378 830
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	3 780
	4	378 830
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	5.1	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7	294 741
Organismes contrôlés et partenariats	8	4 052
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9	157 619
Organismes contrôlés et partenariats	10	
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	20 000
Autres		
▪	14.1	
	15	472 360
	16	851 190
		648 630
		980 946

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 245 601
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	5 703 739

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	157 619	93 591
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	5 301 555	4 486 217
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 290 345	793 138
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	(272 858)	(285 910)
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	9 476 661	5 087 036

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	4 418 875	4 543 297	4 669 970	4 669 970
Compensations tenant lieu de taxes	13	224 343	203 160	223 813	223 813
Quotes-parts	14				
Transferts	15	287 522	350 015	266 685	270 931
Services rendus	16	939 347	917 550	1 231 897	1 241 574
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	289 485	220 900	243 392	244 831
Autres	18	273 271	52 500	252 595	257 194
	19	6 432 843	6 287 422	6 888 352	6 908 313
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 726 406	7 613 433	4 390 852	4 390 852
Autres	23			400 000	400 000
	24	2 726 406	7 613 433	4 790 852	4 790 852
	25	9 159 249	13 900 855	11 679 204	11 699 165

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	823 663	18 888	842 551	836 996	745 834
Sécurité publique						
Police	2	238 435		238 435	238 435	227 555
Sécurité incendie	3	201 986	69 664	271 650	273 289	259 960
Autres	4	25 660		25 660	25 660	28 974
Transport						
Réseau routier	5	1 404 370	524 376	1 928 746	1 930 932	1 550 908
Transport collectif	6					
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	304 165	241 228	545 393	545 553	599 887
Matières résiduelles	9	365 196		365 196	365 196	347 321
Autres	10	26 320		26 320	26 320	30 470
Santé et bien-être	11	7 347		7 347	7 347	75 430
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	159 044	3 293	162 337	162 337	131 114
Promotion et développement économique	13	82 140		82 140	78 062	81 371
Autres	14	115 338		115 338	115 338	70 883
Loisirs et culture	15	1 999 059	268 109	2 267 168	2 267 168	2 193 571
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	468 139		468 139	470 680	275 971
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	6 220 862	1 125 558	7 346 420	7 343 313	6 619 249
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 125 558 (	1 125 558)			
	21	7 346 420		7 346 420	7 343 313	6 619 249

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Réalisations 2023</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
Revenus d'investissement	1	2 726 406	4 790 852		4 790 852
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 908 253)(	6 078 051)(	93 671)(	6 171 722)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	)(	29 558)(	29 558)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	676 830	2 092 579		2 092 579
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	169 972	163 274	44 146	165 412
Excédent accumulé	6	388 791	1 081 751	5 484	1 087 235
	7	(2 672 660)	(2 740 447)	(73 599)	(2 856 054)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	53 746	2 050 405	(73 599)	1 934 798

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14